



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **4 AVRIL 2024** sur convocation adressée aux Conseillers
le 29 mars 2024

AFFECTATION DU RÉSULTAT CONSTATÉ AU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

L'an **deux mille vingt-quatre**, le **quatre avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, Madame **Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Présents – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Bernard GAHNASSIA, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, M. Pascal MOREAU-LUCHAIRE, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, Mme Isabelle CAZENAVE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, Mme Ronit KAROTCHI, Mme Marion LAMBERTI, M. Danny GOUIN, Mme Najat ZERHOUNI, M. Vincent METIVIER, M. Edouard LOTTEAU, Mme Nathalie FERNANDES, M. Emmanuel CANTO, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, M. Vincent DUBAIL

Ont donné mandat – Mme Isabelle GIRARD à M. Bernard GAHNASSIA, M. Jean-Michel MARCHIONI à M. Robert BERNASCONI, Mme Malika COUDER à M. Alexandre ROUSSET, M. Moussa GHANEM à Mme Anne-Marie AMSELLEM, Mme Dominique RENOUF à Mme Marion LAMBERTI, M. Eric MALEVERGNE à M. Pascal MOREAU-LUCHAIRE, Mme Sophie ANDRE à M. Thierry STURBOIS, M. Sébastien BOUCHINDHOMME à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Géraldine HERMANN à Mme Ronit KAROTCHI, M. AlexisCHANTELOUP à Mme Nathalie FERNANDES, Mme Anne BRUMENT à Mme Bouchra SIRSALANE, M. Christophe HAUTBOURG à M. Emmanuel CANTO, M. Francis POEZEVARA à M. Brice LOE MIE

Excusés – M. Jean-Marie BALLET, Mme Brigitte PALAT

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

AFFECTATION DU RÉSULTAT CONSTATÉ AU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

Le résultat de clôture de la section d'investissement pour l'exercice 2023 est de -17 541,64 €.

Aucun report d'investissement n'est constaté sur l'exercice 2023.

Le résultat cumulé de clôture 2023 de la section d'investissement est ainsi déficitaire pour un montant de -22 064,34 €.

Il s'en suit qu'il y a lieu d'équilibrer en 2024 la section d'investissement par un prélèvement sur le résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement 2023.

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement pour l'exercice 2023 est déficitaire à hauteur de -5 298,63 €. Ainsi, le résultat cumulé est de 109 355,89 €.

Aucun report de fonctionnement ni d'investissement n'est constaté sur l'exercice 2023.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'inscrire, en dépenses d'investissement, au chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » le montant de 22 064,34 €.
- d'affecter l'excédent du résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement du budget principal de l'exercice 2023 d'un montant de 109 355,89 €, comme suit :
 - en section d'investissement à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » pour un montant de 22 064,34 € ;
 - en section de fonctionnement au chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » pour un montant de 87 291,55 €.

LE CONSEIL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les instructions comptables et budgétaires M14 et M57 ;

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment l'ordonnance n° 2006-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

Vu le compte de gestion du budget annexe relatif au restaurant administratif 2023 ;

Vu le compte administratif du budget annexe relatif au restaurant administratif 2023 ;

Vu le projet de budget primitif 2024 ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE :

Article 1 : Inscrit en recettes du chapitre 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » du budget primitif annexe du restaurant administratif 2024, l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture 2023 pour un montant de 22 064,34 € ;

Article 2 : Inscrit en recettes du chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté », du budget primitif annexe du restaurant administratif 2024, l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture 2023 pour un montant de 87 291,55 € ;

Article 3 : Inscrit en dépenses du chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget primitif annexe du restaurant administratif 2024, le déficit d'investissement constaté à la clôture 2023 pour un montant de - 22 064,34 €.

Le 16/04/2024


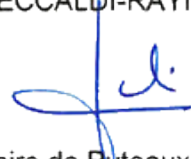
Pour le Maire et par délégation
Le 2^{ème} Adjoint au Maire



Anne-Marie AMSELLEM

Le 15/04/2024

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux
Présidente du territoire
Paris Ouest La Défense

**Délibération adoptée,
par :**

36 **Voix pour**
0 **Voix contre**
5 **Abstention(s)**
0 **NPPV**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.

